

Cuba

Au nom du « socialisme », 500 000 travailleurs de l'Etat sont licenciés

Défendons les travailleurs cubains contre l'ajustement du capitalisme

Récemment, on a appris que le gouvernement cubain va licencier 500 000 travailleurs (10 % de la population active du pays) dans le cadre d'un plan d'ajustement beaucoup plus profond. Il y a un grand débat dans la gauche mondiale sur la signification de cette mesure, qui vient à s'ajouter à la controverse existante depuis plusieurs années sur la situation réelle à Cuba. Voici le point de vue de la LIT-QI, publié dans le Supplément d'octobre 2010 de la revue Courrier International.

Pour le gouvernement cubain et ses défenseurs nationaux et internationaux, ces mesures sont présentées comme étant nécessaires pour « défendre » et « moderniser le socialisme », en l'adaptant aux conditions économiques et politiques internationales actuelles. Mais la seule explication valable est, au contraire, que ces mesures sont la conséquence inévitable du fait que le capitalisme a déjà été restauré à Cuba et qu'elles ne peuvent être comprises que dans ce contexte, comme une réponse d'un gouvernement capitaliste à la crise économique actuelle, internationale et en particulier cubaine.

Créer une « armée industrielle de réserve »

Le licenciement d'un demi-million de travailleurs fait partie d'un plan d'ajustement beaucoup plus global et continu : au chiffre initial, il faudra ajouter un nombre égal de licenciements au cours des cinq prochaines années. C'est-à-dire que le gouvernement cubain va licencier 20 % de la population active du pays.

Quel sera le sort des fonctionnaires sur le point d'être licenciés ? A Cuba, il n'y a pas d'assurance chômage. La propagande officielle parle de les « délocaliser dans d'autres secteurs », c'est-à-dire dans le secteur privé.

En même temps, 178 nouvelles activités ou professions sont libérées pour l'activité de travailleurs indépendants, dont environ la moitié avec la permission d'embaucher des salariés.

Le journal officiel Granma lui-même estime que 250 000 personnes devront s'installer comme indépendants et que l'autre moitié devra être absorbée par des coopératives formées par les travailleurs licenciés (comme il en existe déjà pour les taxis et les salons de beauté), ou directement par le privé.

Comme le montre l'expérience dans d'autres pays, la plupart de ces travailleurs indépendants et des coopératives font faillite sans trop tarder. Ceci est d'ailleurs reconnu par un document interne du Parti communiste cubain : « Beaucoup risquent de faire faillite avant la fin de l'année » (Clarín, 15/09/2010). En d'autres termes, la plupart vont gonfler la masse des exploités des sociétés privées ou rejoindre les 400 000 chômeurs existants, en



Zone de commerçants indépendants

élargissant ce que Marx appelait « l'armée industrielle de réserve ».

D'autres mesures

D'autres mesures d'ajustement sont la fermeture des cantines populaires subventionnées et la fin de la carte de rationnement de denrées alimentaires de base à très bas prix, un élément majeur dans le panier de consommation des pauvres.

Cette situation est aggravée par l'annonce récente de ce que l'éducation et la santé publiques ne seront plus universellement gratuites et qu'un « paiement total ou partiel » sera instauré pour ces services. Comme d'autres gouvernements capitalistes du monde entier, ils essaient de dorer la pilule en disant que payeront « uniquement les secteurs à revenu élevé », un argument dont nous savons où il aboutit, par l'expérience dans d'autres pays.

Enfin, toutes ces mesures sont appliquées, en outre, dans le contexte d'un processus de dépréciation continue et profonde des salaires des fonctionnaires (allant de l'équivalent de 10 ou 15 dollars par mois pour la majorité jusqu'à 35 ou 40 pour une minorité), bien inférieurs à ce que gagnent (sous différentes formes) les travailleurs du secteur privé dans le tourisme ou le commerce.

Un économiste du gouvernement, Omar Everleny Perez

Villanueva, estime qu'en 2009, « le salaires réels n'est plus que 24 % » de celui de 1989. Autrement dit, la grande majorité des travailleurs cubains ont perdu, en 20 ans, plus de trois quarts de leur pouvoir d'achat.

En même temps, le gouvernement cubain est sur le point de permettre au groupe britannique Esencia Hotels & Resorts, associé avec l'entreprise cubaine Palmares SA, la construction de 16 nouveaux parcours de golf privés où, en plus, il y aura des maisons de luxe pour les étrangers, dans des endroits paradisiaques comme Varadero et Pinar del Rio.

Si nous rapportions ces mesures sans dire de quel pays il s'agit, tout le monde en tirerait la conclusion qu'il s'agit d'un plan d'ajustement capitaliste classique qui attaque les travailleurs dans l'intérêt des entreprises et leurs bénéficiaires, tel qu'il est appliqué par les gouvernements de Grèce, d'Espagne ou de France. Sans doute, toute la gauche appellerait à la lutte contre ces plans et soutiendrait les grèves et les manifestations que mèneraient les travailleurs, comme cela vient de se passer en Europe.

Mais lorsqu'il s'agit de Cuba, le gouvernement et de nombreux militants et organisations de gauche qui le soutiennent à travers le monde disent que ces mesures ne font pas partie d'un « ajustement capitaliste » mais d'une « défense du socialisme ».

Raul Castro a déclaré : « Nous devons effacer à jamais l'idée que Cuba est le seul pays au monde où l'on peut vivre sans travailler » (Granma, 02/08/2010). La position de Raul a tout l'air de celle de n'importe quel employeur ou gouvernement capitaliste : les travailleurs employés par l'Etat sont des parasites qui ne veulent pas travailler et l'Etat devrait se débarrasser d'eux afin qu'ils cherchent comment vivre.

La seconde après-guerre et le processus cubain

La révolution cubaine, commencée en 1959, faisait partie d'une série de processus d'après-guerre qui ont donné lieu à de nouveaux Etats ouvriers avec des économies en transition vers le socialisme (comme la Yougoslavie, la Chine et Cuba). Ce furent de grandes conquêtes des travailleurs qui se sont étendues sur un tiers de l'humanité.

A Cuba, la direction de Fidel et Raul Castro et Che Guevara n'avait pas son origine dans des partis communistes, mais dans la petite bourgeoisie en lutte contre la dictature de Batista et pour la démocratie à Cuba. Après avoir pris le pouvoir, cette direction a décidé, sous la pression des circonstances, d'aller au-delà de son programme initial, de rompre avec l'impérialisme et la bourgeoisie cubaine, de les exproprier, et de commencer la construction du premier Etat ouvrier en Amérique latine.

Le peuple cubain a réalisé d'énormes progrès dans l'éducation et la santé publique, avec des niveaux comparables à ceux des pays impérialistes, et dépassant, à cet égard, le Brésil, le Mexique ou l'Argentine. La pauvreté extrême et la misère ont été éliminés, ce qui a été reconnu par les études des organismes internationaux de l'impérialisme.

Cuba est devenu un symbole de ce qu'une révolution

socialiste était capable de réaliser, sous les yeux de l'impérialisme. Leurs dirigeants, Fidel et Che Guevara, sont devenus la référence politique de millions de militants et de révolutionnaires dans le monde.

Mais dès le début, cette direction a reproduit à Cuba le modèle bureaucratique et antidémocratique du stalinisme soviétique, connu sous le nom de « socialisme dans un seul pays ». Conformément à cette position, en politique étrangère, ces dirigeants ont toujours donné priorité à la défense de leur propre Etat et la recherche d'accords avec des gouvernements bourgeois « amis », comme le montre leur soutien au gouvernement de Juan Peron en Argentine et à celui de Velasco Alvarado au Pérou dans les années 70, ce qui va à l'encontre du développement des processus révolutionnaires. C'était cela leur orientation pour la direction sandiniste en 1979 : ne pas avancer vers l'expropriation de la bourgeoisie et la construction d'un nouvel Etat ouvrier au Nicaragua.

La restauration à Cuba

Dès la seconde moitié des années 70, le désastre de la gestion bureaucratique et le changement dans les conditions économiques internationales ont conduit à la stagnation et la crise des économies de transition nationales dans toute l'Europe de l'Est. La bureaucratie stalinienne a abandonné toute défense des bases de ces économies et a commencé à appliquer des plans de restauration de plus en plus poussés.

A Cuba, il y a eu entre 1977 et 1983 une série de réformes pro-capitalistes partielles et isolées, qui ne signifiaient pas encore la restauration du capitalisme mais qui y ont ouvert la voie. Dans cette période, les coopératives ont été légalisées et une série de besoins et de professions ont été ouvertes à l'activité privée.

Mais depuis 1990, après la restauration du capitalisme en URSS en 1986 et la chute de l'Union soviétique elle-même en 1991, il y eut un changement qualitatif. La crise de l'économie cubaine s'est accélérée, affaiblie encore davantage par la suspension de l'aide que la bureaucratie soviétique lui versait.

La direction castriste, avec Fidel à la tête, a commencé à mettre en œuvre une politique de démantèlement complet des fondements essentiels de l'Etat ouvrier. Avec cette politique ont pris fin : l'expropriation des principaux leviers de l'économie et leur centralisation dans les mains de l'Etat ; le plan économique de l'Etat avec planification centralisée ; le monopole du commerce extérieur. Toutes ces mesures ont été prises dans les années 90, comme la dissolution du Conseil central de planification (1992), l'autorisation pour les entreprises à commercer librement avec l'extérieur et la Loi sur les investissements étrangers (1995) qui a permis l'existence de sociétés privées étrangères avec le droit de transférer jusqu'à 100 % de leurs bénéfices. Cuba est redevenue un Etat capitaliste parce que son économie s'organise autour du libre fonctionnement de la loi de la valeur et de la recherche du profit privé.

La pénétration impérialiste dans l'île

La restauration ne s'est pas manifestée par le retour de la vieille bourgeoisie des gusanos de Miami, mais par la domination croissante de son économie par l'impérialisme européen, notamment espagnol, et aussi l'impérialisme canadien, dans des branches centrales telles que le tourisme et le commerce, avec une dynamique de plus en plus semi-coloniale.

Dans le secteur du tourisme, qui apporte le plus de dollars au pays, près de la moitié des chambres disponibles sont gérées par des entreprises étrangères, surtout espagnoles à travers les groupes Sol-Meliá et Barceló.

Dans le secteur minier (le nickel et le cobalt, où Cuba occupe respectivement la première et la deuxième place en réserves mondiales), la société cubaine-canadienne Metalúrgica de Moa, avec la participation de la multinationale Sherritt, contrôle 40 % du total des exportations de nickel.

Dans le secteur pétrolier, l'exploitation des régions du golfe du Mexique a été ouverte à Repsol-YPF, Petrobras, Ocean Rig (Norvège) et Sherritt Gordon (Canada). Les capitaux israéliens commencent à peser dans le secteur du bâtiment et ils contrôlent 68 % de la commercialisation d'agrumes et de jus à travers la société Waknine et Beresousky. C'est la même chose dans la production traditionnelle de tabac et de rhum. Le plus grand producteur de cigares de Cuba a vendu 50 % de l'entreprise à Altadis, qui fait maintenant partie du groupe britannique Imperial Tobacco. Et le fabricant du fameux rhum Havana Club est maintenant contrôlé par le groupe français Pernod-Ricard.

Actuellement, Cuba n'est donc pas isolé dans son commerce mais bénéficie d'investissements venant du monde entier.

En fait, il y a eu une période initiale dans laquelle, en raison de l'expropriation de la bourgeoisie, l'impérialisme a traité Cuba comme son ennemi, a tenté des invasions comme celle de la Baie des Cochons, a planifié des attaques et construit un blocus politique et commercial fort. Mais à partir des années 80 et 90, avec des ouvertures sur le marché et ensuite la restauration du capitalisme, de plus en plus de secteurs de l'impérialisme lui-même se sont mis à faire du commerce avec Cuba et à y investir, en particulier l'impérialisme européen.

Seul l'impérialisme américain maintient un embargo sur le commerce, à cause de la bourgeoisie des gusanos qui représente une force aux Etats-Unis et qui exige le maintien du blocus afin de s'assurer le recouvrement de leurs biens expropriés après la révolution. Mais même en ce qui concerne les Etats-Unis, en dépit des lois qui empêchent un commerce total avec Cuba, le commerce avec l'île augmente, surtout pour les marchandises autorisées. Il en est ainsi parce que de plus en plus de secteurs de la bourgeoisie américaine veulent la liberté d'investir et de commercer avec Cuba pour ne pas perdre de telles opportunités face à leurs concurrents. Voilà pourquoi les Etats-Unis figurent maintenant parmi les 5 partenaires commerciaux les plus importants de Cuba.



Les similitudes avec la Chine

Il peut sembler étrange de parler de la restauration capitaliste alors que les mêmes dirigeants qui ont mené la révolution et parlent constamment de la « défense du socialisme » restent au pouvoir. Cette façon de parler ne veut rien dire : Gorbatchev, dans l'ancienne URSS, et les dirigeants du Parti communiste chinois ont essayé de cacher leur politique de restauration avec des discours « socialistes ».

Mais si en Russie et dans l'Europe de l'Est les Partis Communistes ont perdu le pouvoir, le processus en Chine a montré que le capitalisme pouvait être rétabli sans changer le régime politique. Le PC chinois a conservé son pouvoir hégémonique, mais le pays n'est plus un Etat ouvrier et est devenu un pays capitaliste administré par des dirigeants du PC, qui bénéficient des nouvelles affaires.

En Chine, le fait que le système politique est dominé par le PC de façon dictatoriale, loin de freiner la restauration du capitalisme, l'a favorisée, ce qui a donné lieu à un des plus hauts niveaux d'exploitation des travailleurs dans le monde.

La vérité est que, au-delà des différences entre les deux pays, à Cuba il y a eu un processus similaire à la « voie chinoise » du capitalisme : la restauration a été promue par le PC. Ce n'est pas un hasard si Fidel Castro lui-même parle avec admiration du « modèle chinois ».

Il faut arrêter de salir le nom du socialisme

Tant le gouvernement cubain que ses défenseurs nationaux et internationaux reconnaissent l'existence de ces mesures. Mais ils disent que c'est la « défense du socialisme » !

Il faut arrêter de salir le nom du socialisme en désignant comme « changements nécessaires » l'exploitation brutale des travailleurs en Chine ou le plan d'ajustement capitaliste du gouvernement des frères Castro !

Ceux qui pensent honnêtement défendre le socialisme en soutenant et en justifiant ces mesures, ne rendent pas de service à la véritable lutte pour le socialisme. Car des millions de travailleurs dans le monde, en voyant la réalité

de Cuba ou de la Chine, vont penser : « A quoi bon de se battre pour le socialisme, si cela signifie la même exploitation ou le même plan d'ajustement que je supporte sous le capitalisme ? ».

La véritable défense du socialisme passe aujourd'hui, à Cuba, par le renforcement de la lutte des travailleurs contre ce plan d'ajustement et contre le gouvernement qui l'applique, par le soutien et la défense des luttes quand elles commencent à émerger. Il s'agit aussi d'exiger des

libertés démocratiques, le droit de grève et la possibilité d'organiser librement des syndicats indépendants de l'Etat pour permettre aux travailleurs de se défendre contre les attaques du gouvernement.

Ce n'est qu'en développant la lutte contre l'ajustement capitaliste du gouvernement cubain qu'il sera possible de préparer le terrain pour une révolution socialiste qui mène effectivement la classe ouvrière au pouvoir.